



Mobilisé.e.s jusqu'au retrait du plan "Bienvenue en France" : Le 16 juin toutes et tous dans la rue.

Et à la rentrée s'il le faut.

Les organisations syndicales unanimes, étudiantes comme représentantes des personnels, et de très nombreuses universités se sont mobilisées les 5, 12, 21 et 26 mai contre le décret de préférence nationale qui impose des frais d'inscriptions 16 fois supérieurs pour les étudiants extracommunautaires et restreint drastiquement les exonérations. Ces dates ont montré que l'ensemble du monde universitaire refusait ce décret et la sélection sociale et xénophobe que le ministère veut lui imposer. Malgré le passage en force du texte après un examen éclair au Conseil d'État, les étudiant-es et les personnel-les ont refusé de baisser les bras et se sont mobilisés dans leur université et leur ville.

Pour amplifier la mobilisation et continuer la lutte, l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche appelle l'ensemble des universités à refuser d'appliquer à la rentrée ces frais d'inscription différenciés et invite les conseils centraux, d'UFR, de laboratoire des universités à prendre position contre la mise en place brutale de ce plan. Nous exigeons également le retrait total du plan "Bienvenue en France" mis en place en 2019 qui est à l'origine de ces frais d'inscription différenciés.

Nos organisations syndicales appellent également à une journée nationale d'actions et de mobilisations partout en France le 16 juin. Elles invitent à organiser toutes actions pouvant lutter contre la mise en place de ce décret et à continuer de mobiliser aussi largement que possible contre cette mesure inique.

Nous continuerons, jusqu'à la fin de l'année universitaire, jusqu'à la fin de l'année, durant l'été et à la rentrée, à lutter dans nos universités et en dehors tant que ce décret inique et le plan "Bienvenue en France" n'auront pas été totalement retirés et tant qu'il persistera des inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur basées sur le revenu et l'origine.

"Retrait du décret ! Pas d'égalité, pas de rentrée !"